



Donald Trump a clairement critiqué les guerres américaines au Moyen-Orient

Par [Karl Müller](#)

Mondialisation.ca, 01 novembre 2019

[Horizons et débats](#)

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Le président américain Donald Trump a déclaré récemment que mener des guerres au Moyen-Orient était «la pire des décisions jamais prise dans l'histoire de notre pays». Au lieu d'un large soutien, il s'est heurté à de sévères critiques de la part de la faction de guerre de l'OTAN.

Le 9 octobre, le président américain a réagi par un important message sur Twitter aux reproches contre sa décision de retirer les troupes américaines du nord de la Syrie.

Cette nouvelle disait:

«The United States has spent EIGHT TRILLION DOLLARS fighting and policing in the Middle East. Thousands of our Great Soldiers have died or been badly wounded. Millions of people have died on the other side. GOING INTO THE MIDDLE EAST IS THE WORST DECISION EVER MADE IN THE HISTORY OF OUR COUNTRY! We went to war under a false & now disproven premise, WEAPONS OF MASS DESTRUCTION. There were NONE! Now we are slowly & carefully bringing our great soldiers & military home.»

La traduction française est la suivante:

«Les Etats-Unis ont dépensé 8 billions de dollars pour combattre et maintenir l'ordre au Moyen-Orient. Des milliers de nos magnifiques soldats sont morts ou ont été grièvement blessés. Des millions de personnes sont mortes de l'autre côté. Intervenir au Moyen-Orient a été la pire des décisions jamais prise dans l'histoire de notre pays! Nous sommes entrés en guerre suite à une fausse prémisse maintenant réfutée, celle des armes de destruction massive. Il n'y en avait aucune! Maintenant, nous ramenons lentement et prudemment nos magnifiques soldats et notre armée à la maison.»



Dans les jours ayant suivi ce message sur Twitter, quelques médias anglophones, tel le «Washington Post», ont cité cette déclaration du président, en l’associant généralement à de sévères critiques à son égard. Dans les médias germanophones, c’est d’abord uniquement le site web de «RT-Deutsch» qui a parlé de cette prise de position et l’a commentée le 11 octobre.

C’est surprenant (malheureusement pas trop), car les déclarations de Donald Trump sont une réelle sensation – et elles devraient en fait initier un changement radical de la politique mondiale. Ce n’est pas le contenu qui est sensationnel. L’analyse des guerres américaines au Moyen-Orient est connue depuis longtemps auprès des personnes qui les ont examinées de manière critique. Ce qui est sensationnel, c’est le fait que ces déclarations émanent du président en fonction des Etats-Unis. Depuis 2003, l’année de l’attaque de l’Irak par les troupes américaines, il n’y a eu rien de semblable de la part d’un président américain – ou même d’un responsable gouvernemental des alliés de l’OTAN en Europe.

L’ancien chancelier allemand Gerhard Schröder avait admis il y a quelques années – lorsqu’il n’était plus chancelier – que la guerre d’agression de l’OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999, pendant son mandat de chancelier et avec la participation allemande, était une violation du droit international. Aujourd’hui encore, les responsables de

l'OTAN n'en tiennent pas compte – bien que la déclaration de Schröder soit correcte et que des conséquences devraient en découler pour les responsables. Mais rien ne s'est encore produit dans ce sens! Bien que la boîte de Pandore soit ouverte depuis 1999.

Reste à savoir si les déclarations actuelles du président américain auront des conséquences. Toute personne ayant été confrontée à la folie des guerres américaines et de l'OTAN ces dernières années et ayant attiré l'attention sur cette injustice, sur les victimes et les destructions qui y sont associées, peut aujourd'hui s'y référer. La déclaration de Donald Trump devrait être placardée sur de grandes affiches dans chaque ville et chaque village de tous les Etats membres de l'OTAN. Il devrait en être de même dans chaque ville et chaque village de chaque pays du Moyen-Orient, voire dans chaque pays du monde.

Comment voulons-nous affronter notre avenir? Continuer comme au cours des décennies passées, toujours en direction de l'abîme et de la guerre? Ou plutôt en étant conscient que toute décision d'un pays de prendre la voie de la guerre est pour tout pays «la pire des décisions jamais prise dans l'histoire du pays»?

Concernant sa décision de retirer les troupes américaines du nord de la Syrie, le président américain est vivement critiqué par certaines parties. Elles affirment que cette décision est responsable de l'invasion des troupes turques et de la souffrance des Kurdes en présence. Les Kurdes auraient été abandonnés par les Etats-Unis après avoir combattu aux côtés des troupes américaines contre l'EI. Toutefois, on oublie de mentionner que les troupes américaines – tout comme les troupes des autres pays de l'OTAN, y compris la Turquie – n'ont pas le droit d'être sur le territoire syrien.

Le gouvernement syrien ne leur a pas demandé d'aider dans un conflit militaire ou pour quoi que ce soit d'autre. Au contraire, ces troupes étrangères ont depuis longtemps soutenu des groupes terroristes dans le pays, ont combattu violemment le gouvernement syrien et ont occupé illégalement certaines parties du pays. Les Etats-Unis et les autres Etats de l'OTAN avaient décidé cela de manière autocratique et à l'encontre du droit international.

Il n'est pas encore clair si le cessez-le-feu négocié pour cinq jours mènera à un cessez-le-feu durable. Si l'on veut redonner une valeur au droit international, il faut observer les faits suivants. Pour que les Kurdes de Syrie puissent revendiquer et exercer leurs droits légitimes, il est nécessaire que l'Etat syrien puisse réinstaller son monopole du pouvoir étatique sur l'ensemble du territoire national. L'avancée de l'armée syrienne dans le nord du pays pourrait y contribuer. C'est alors qu'il sera peut-être possible, d'entamer des négociations entre le gouvernement syrien et les représentants légitimes des Kurdes afin de clarifier de quels droits et de quels privilèges particuliers les Kurdes pourraient profiter à l'avenir dans le pays. Les négociations intensives menées par le gouvernement russe semblent viser à mettre fin à la guerre et à la violence en Syrie. C'est ce que nous devons avant tout souhaiter à ce pays martyrisé, ses habitants et toutes les personnes voulant à nouveau y vivre en paix.

Karl Müller

Déclaration du Président du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant la Syrie

«Le Conseil de sécurité se félicite que le Secrétaire général ait annoncé, le 23 septembre 2019, que le Gouvernement de la République arabe syrienne et la

Commission syrienne de négociation avaient conclu un accord au sujet d'une commission constitutionnelle crédible, équilibrée et inclusive placée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

Le Conseil estime que la création de cette commission constitutionnelle, qui sera dirigée et contrôlée par les Syriens, doit marquer le début d'un processus politique visant à mettre fin au conflit syrien conformément aux dispositions de sa résolution 2254 (2015) et dans le plein respect des aspirations légitimes de tous les Syriens.

Le Conseil salue l'action diplomatique menée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, qui a permis que la République arabe syrienne et l'opposition syrienne finalisent leur accord en vue de la création de la Commission constitutionnelle, et souligne qu'il soutient sans réserve l'Envoyé spécial, M. Pedersen, et l'initiative prise par l'Organisation des Nations Unies pour que la première réunion de la Commission constitutionnelle se tienne à Genève (Suisse) d'ici au 30 octobre 2019.

Le Conseil réaffirme qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit en Syrie, lequel ne pourra être réglé que par l'application intégrale de la résolution 2254 (2015).

Le Conseil réaffirme son plein attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la Syrie.»

New York, le 8 octobre 2019

Source: <https://undocs.org/fr/S/PRST/2019/12>

Source de l'image en vedette : [pixabay](#)

La source originale de cet article est [Horizons et débats](#)

Copyright © [Karl Müller](#), [Horizons et débats](#), 2019

Articles Par : **[Karl Müller](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca